



SYNTHÈSE CONJONCTURELLE DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR ÉDITION JANVIER 2019

En Paca, le taux de chômage s'établit à 10,6 % de la population active au T3 2018. Par rapport au trimestre précédent, il est stable. En moyenne au T4 2018, la région compte 322 780 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi (sans aucune activité), soit une baisse de 1,1 % par rapport au T3 2018 (-3 440 demandeurs d'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans activité ou en activité réduite) s'établit quant à lui à 499 520, en baisse de 0,8 % par rapport au T3 2018 (-3 880 demandeurs d'emploi).

Dans le détail, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 243 180 (-0,9 % par rapport au T3 2018, soit -2 140 demandeurs d'emploi) et le nombre de femmes à 256 340 (-0,7 % par rapport au T3 2018, soit -1 740 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, la région compte 60 500 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (-2,5 % par rapport au T3 2018, soit -1 560 demandeurs d'emploi) et 135 610 seniors de 50 ans et plus (+0,6 % par rapport au T3 2018, soit + 830 demandeurs d'emploi). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus) s'établit à 229 760, en hausse de 0,9 % par rapport au T3 2018 (+1 960 demandeurs d'emploi).

A la fin du T3 2018, Paca compte 1 844 191 salariés, soit 1 488 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %). Hors intérim, le nombre d'emplois salariés s'établit à 1 793 095 (+0,1 %, soit +1 670 emplois). Le nombre d'emplois intérimaires s'établit quant à lui à 51 096 (-0,4 %, soit - 182 emplois).

Plus précisément, le secteur industriel comptabilise 166 430 emplois salariés y compris intérim, en hausse de 396 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) : +295 emplois hors intérim et +101 emplois intérimaires. Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois salariés y compris intérim s'établit à 116 021, en hausse de 1 125 (+1,0 %) : + 772 emplois hors intérim et + 354 emplois intérimaires. Enfin, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim atteint 902 617, en baisse de 167 par rapport à la fin du trimestre précédent (-0,0 %) : + 346 emplois hors intérim et - 512 emplois intérimaires.

Sur le champ des politiques d'aide à l'emploi, 2 929 CUI/PEC et 2 409 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T3 2018 (soit respectivement + 47 et + 59 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente). A la fin du T3 2018, Paca compte ainsi 7 772 bénéficiaires de CUI/PEC et 3 991 bénéficiaires de CDDI (respectivement -8 181 et + 51 qu'un an plus tôt). Enfin, durant la campagne de juin 2018 à novembre 2018, la région enregistre 16 564 contrats d'apprentissage, soit 1 268 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Indicateur	Dernière donnée disponible		Donnée précédente		Source
	Valeur	Date	Evolution	Date	
Chômage (données CVS) et demande d'emploi (données CVS-CJO)					
Taux de chômage	10,6 %	T3 2018	stable	T2 2018	<i>Insee</i>
Demandeurs d'emploi de catégorie A*	322 780	T4 2018	-3440	T3 2018	<i>Pôle emploi, Dares</i>
<i>Hommes</i>	163 290	T4 2018	-1980	T3 2018	
<i>Femmes</i>	159 490	T4 2018	-1460	T3 2018	
<i>Moins de 25 ans</i>	40 380	T4 2018	-1240	T3 2018	
<i>50 ans et plus</i>	91 090	T4 2018	+420	T3 2018	
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C*	499 520	T4 2018	-3880	T3 2018	
<i>Hommes</i>	243 180	T4 2018	-2140	T3 2018	
<i>Femmes</i>	256 340	T4 2018	-1740	T3 2018	
<i>Moins de 25 ans</i>	60 500	T4 2018	-1560	T3 2018	
<i>50 ans et plus</i>	135 610	T4 2018	+830	T3 2018	
<i>Inscrits depuis un an ou plus</i>	229 760	T4 2018	+1960	T3 2018	
<i>Inscrits depuis deux ans ou plus</i>	124 140	T4 2018	+2640	T3 2018	
<i>Entrées</i>	46 650	T4 2018	-1270	T3 2018	
<i>Sorties</i>	46 680	T4 2018	-570	T3 2018	
Emploi (données CVS)					
Emploi salarié**	1 844 191	Fin T3 2018	+1488	Fin T2 2018	<i>Insee, Acooss-Urssaf, Dares</i>
<i>Agriculture, sylviculture et pêche</i>	23 250	Fin T3 2018	+405	Fin T2 2018	
<i>Industrie y compris intérim</i>	166 430	Fin T3 2018	+ 396	Fin T2 2018	
<i>Construction y compris intérim</i>	116 021	Fin T3 2018	+1125	Fin T2 2018	
<i>Tertiaire marchand y compris intérim</i>	902 617	Fin T3 2018	-167	Fin T2 2018	
<i>Tertiaire non marchand y compris intérim</i>	635 874	Fin T3 2018	-271	Fin T2 2018	
Politiques d'aide à l'emploi (données brutes)					
Embauches en contrat unique d'insertion/parcours emploi compétences (CUI/PEC)***	2 929	T3 2018	+47	T3 2017	<i>ASP</i>
Stock de bénéficiaires de CUI/PEC	7 772	Fin T3 2018	-8181	Fin T3 2017	
Embauches en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)	2 409	T3 2018	+59	T3 2017	
Stock de bénéficiaires de CDDI	3 991	Fin T3 2018	+51	Fin T3 2017	
Nouveaux contrats d'apprentissage	16 564	Campagne juin 2018 - novembre 2018	+1268	Campagne juin 2017 - novembre 2017	<i>Chambres consulaires, Direccte Paca, Dares</i>

* Voir avertissement page 2

** Voir avertissement page 7

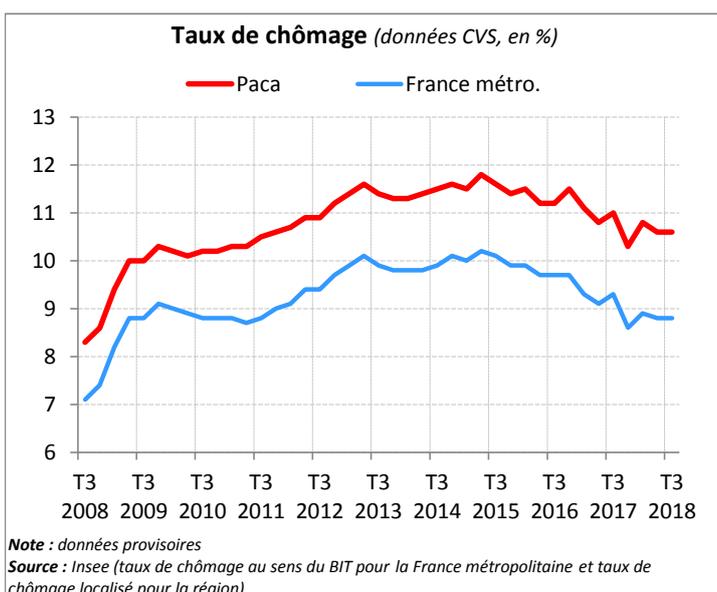
*** Voir avertissement page 9

Chômage et demande d'emploi

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes en âge de travailler en emploi et au chômage). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Avertissement : depuis 2018, la publication Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. Cette refonte vise à mettre l'accent sur les évolutions tendancielles de ces statistiques plutôt que sur leurs variations au mois le mois, qui sont très volatiles et parfois difficiles à interpréter. La situation des demandeurs d'emploi est déterminée à la fin de chaque mois. La moyenne trimestrielle est la somme des effectifs pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois.

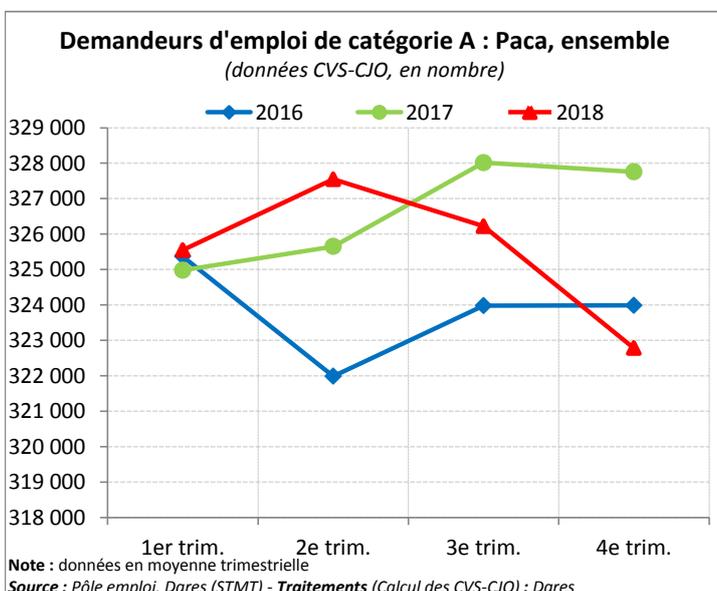
Taux de chômage



- Au T3 2018, en Paca, le taux de chômage s'établit à 10,6 % de la population active. Par rapport au trimestre précédent, il est stable. Sur un an, il diminue de 0,4 point.

- En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 8,8 % de la population active au T3 2018. Par rapport au trimestre précédent, il est stable. Sur un an, il diminue de 0,5 point.

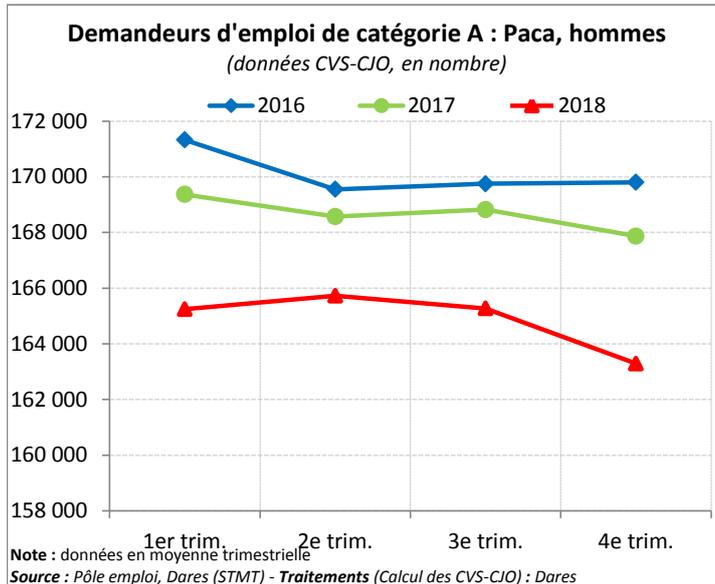
Demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi



- En moyenne au T4 2018, en Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 322 780. Par rapport au T3 2018, il est en baisse de 1,1 % (-3 440 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 1,5 % (-4 980 demandeurs d'emploi).

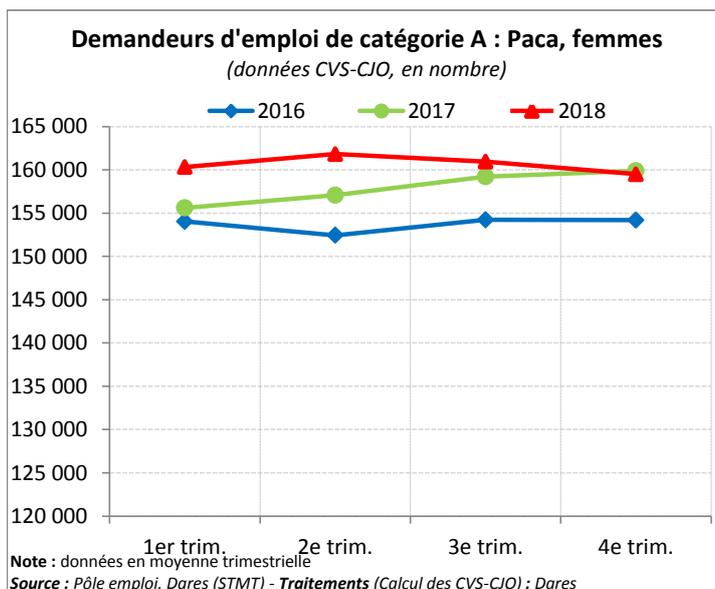
- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3418 630 en moyenne au T4 2018, soit une baisse de 1,1 % par rapport au T3 2018 (-38 170 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,5 % sur un an (-50 540 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A, par sexe



- En moyenne au T4 2018, en Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 163 290. Par rapport au T3 2018, il est en baisse de 1,2 % (-1 980 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 2,7 % (-4 580 demandeurs d'emploi).

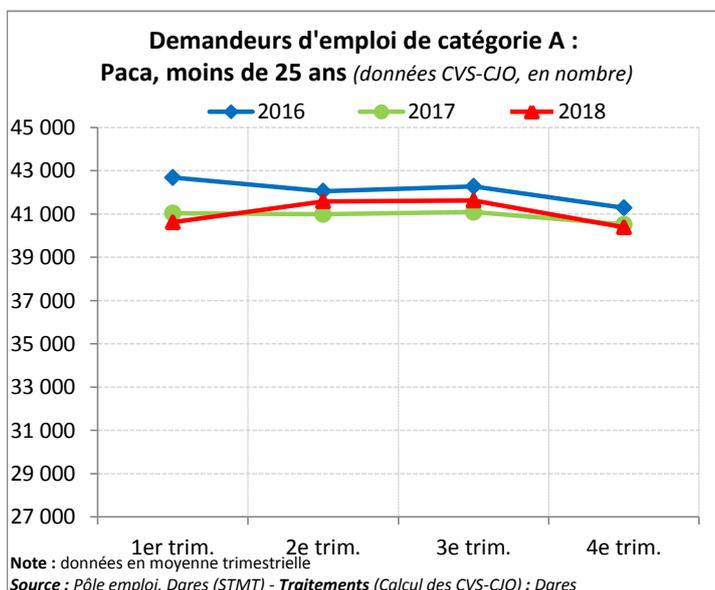
- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 1 738 100 au T4 2018, soit une baisse de 1,4 % par rapport au T3 2018 (-24 570 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,1 % sur un an (-38 000 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T4 2018, en Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A inscrites à Pôle emploi s'établit à 159 490. Par rapport au T3 2018, il est en baisse de 0,9 % (-1 460 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,2 % (-390 demandeurs d'emploi).

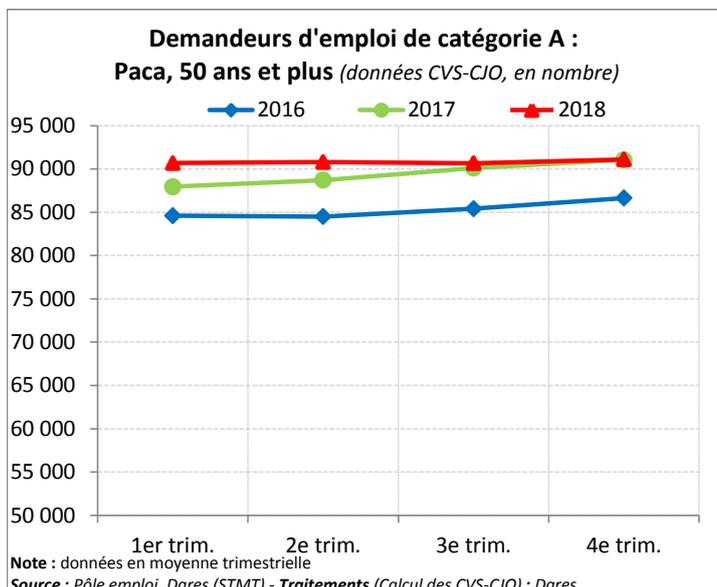
- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 1 680 530 au T4 2018, soit une baisse de 0,8 % par rapport au T3 2018 (-13 600 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,7 % sur un an (-12 540 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A, par âge



- En moyenne au T4 2018, en Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 40 380. Par rapport au T3 2018, il est en baisse de 3,0 % (-1 240 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,3 % (-140 demandeurs d'emploi).

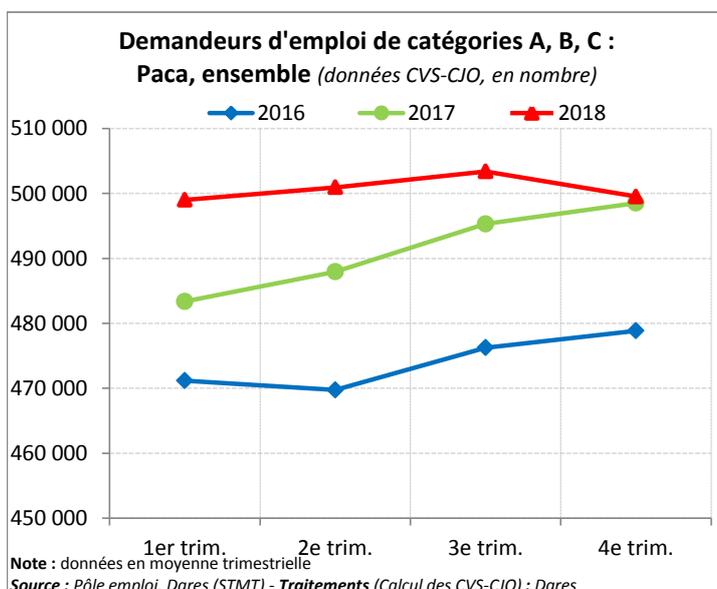
- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 456 530 au T4 2018, soit une baisse de 2,9 % par rapport au T3 2018 (-13 600 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,3 % sur un an (-6 070 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T4 2018, en Paca, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 91 090. Par rapport au T3 2018, il est en hausse de 0,5 % (+ 420 demandeurs d'emploi). Sur un an, il est stable (+ 40 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 921 370 au T4 2018, soit une baisse de 0,2 % par rapport au T3 2018 (-1 460 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,1 % sur un an (-1 130 demandeurs d'emploi).

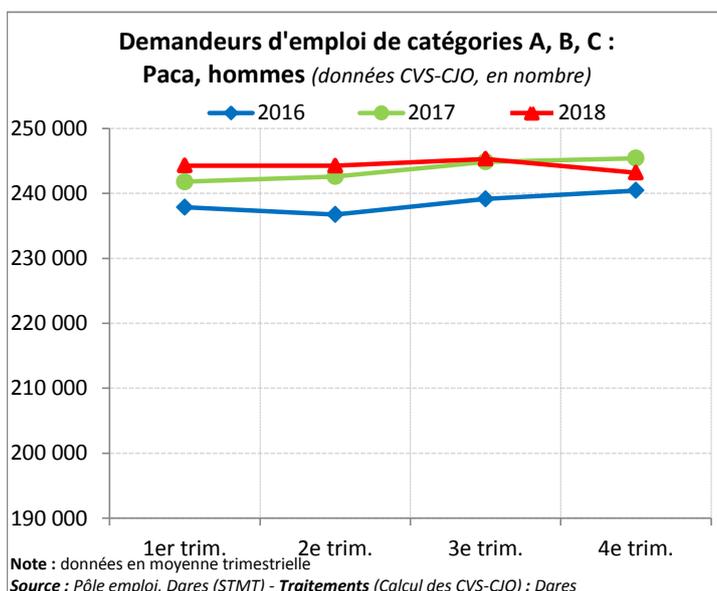
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi



- En moyenne au T4 2018, en Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 499 520. Par rapport au T3 2018, il est en baisse de 0,8 % (-3 880 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,2 % (+1 020 demandeurs d'emploi).

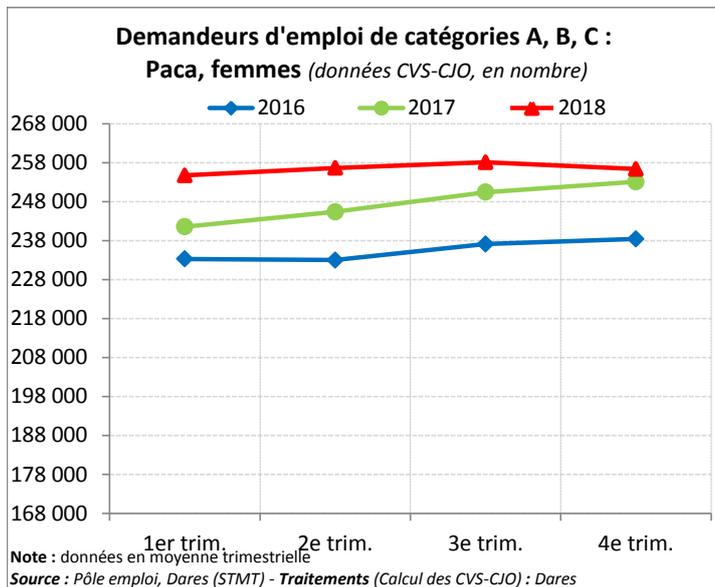
- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 5 605 000 au T4 2018, soit une baisse de 0,8 % par rapport au T3 2018 (-44 630 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,3 % sur un an (-15 930 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par sexe



- En moyenne au T4 2018, en Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 243 180. Par rapport au T3 2018, il est en baisse de 0,9 % (-2 140 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,9 % (-2 230 demandeurs d'emploi).

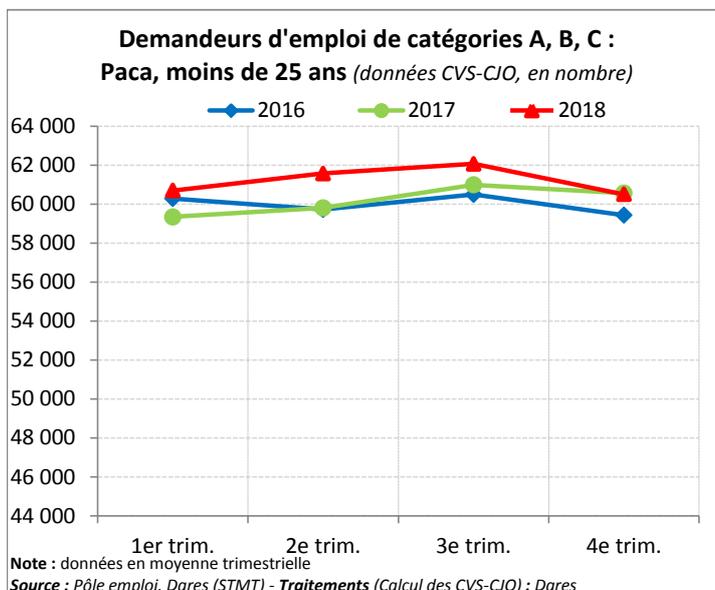
- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 693 630 au T4 2018, soit une baisse de 1,0 % par rapport au T3 2018 (-26 870 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,3 % sur un an (-35 240 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T4 2018, en Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C inscrites à Pôle emploi s'établit à 256 340. Par rapport au T3 2018, il est en baisse de 0,7 % (-1 740 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,3 % (+3 250 demandeurs d'emploi).

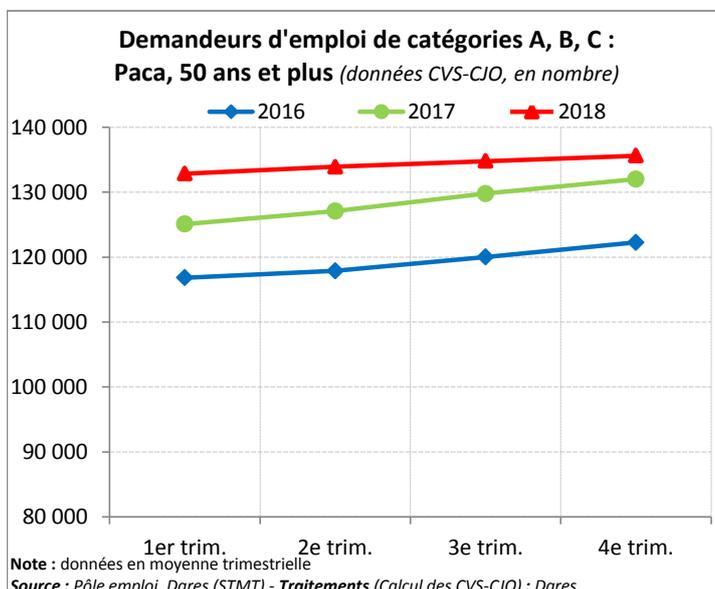
- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 911 370 au T4 2018, soit une baisse de 0,6 % par rapport au T3 2018 (-17 760 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,7 % sur un an (+19 300 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C par âge



- En moyenne au T4 2018, en Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 60 500. Par rapport au T3 2018, il est en baisse de 2,5 % (-1 560 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,1 % (- 60 demandeurs d'emploi).

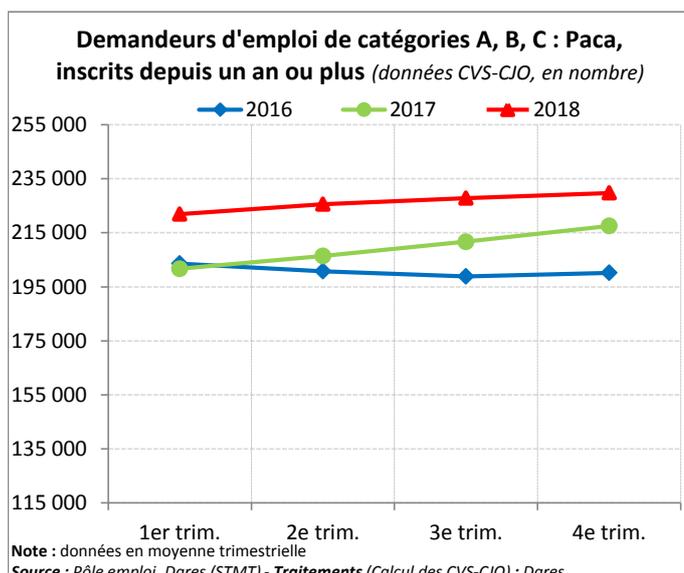
- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 725 770 au T4 2018, soit une baisse de 2,8 % par rapport au T3 2018 (-21 130 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,8 % sur un an (-13 530 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T4 2018, en Paca, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 135 610. Par rapport au T3 2018, il est en hausse de 0,6 % (+ 830 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 2,7 % (+3 600 demandeurs d'emploi).

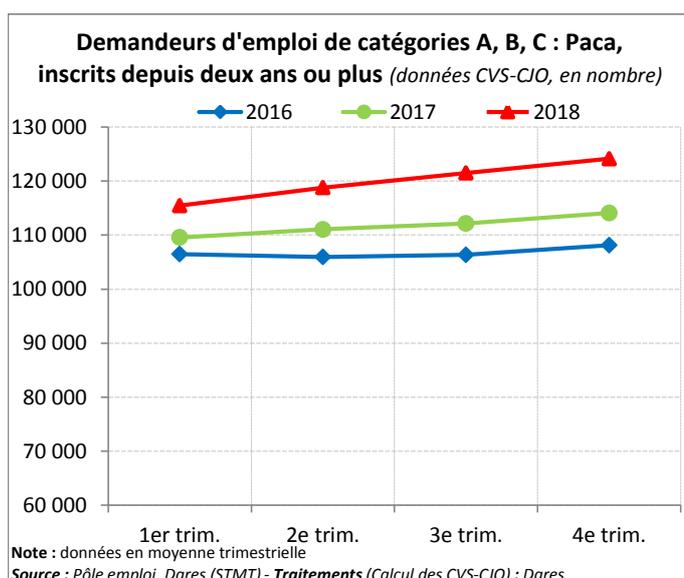
- En France métropolitaine, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 1 431 030 au T4 2018, soit une hausse de 0,2 % par rapport au T3 2018 (+2 900 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,3 % sur un an (+32 530 demandeurs d'emploi).

Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi



- En moyenne au T4 2018, en Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 229 760. Par rapport au T3 2018, il est en hausse de 0,9 % (+1 960 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 5,6 % (+12 230 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 2 648 200 au T4 2018, soit une hausse de 0,4 % par rapport au T3 2018 (+9 430 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,0 % sur un an (+126 970 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T4 2018, en Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 124 140. Par rapport au T3 2018, il est en hausse de 2,2 % (+2 640 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 8,8 % (+10 040 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 1 467 730 au T4 2018, soit une hausse de 1,5 % par rapport au T3 2018 (+21 200 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,6 % sur un an (+78 090 demandeurs d'emploi).

Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

Entrées à Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T4 2018	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Paca	46 650	-2,7	-3,1
France métro.	511 200	-2,7	-3,6

Note : données en moyenne trimestrielle

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- En moyenne au T4 2018, en Paca, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C diminuent de 2,7 % par rapport au T3 2018. Sur un an, elles baissent de 3,1 %.

- En France métropolitaine, les entrées sont en baisse de 2,7 % par rapport au trimestre précédent.

Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T4 2018	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Paca	46 680	-1,2	-0,2
France métro.	522 000	1,4	-0,3

Note : données en moyenne trimestrielle

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- En moyenne au T4 2018, en Paca, les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C diminuent de 1,2 % par rapport au T3 2018. Sur un an, elles baissent de 0,2 %.

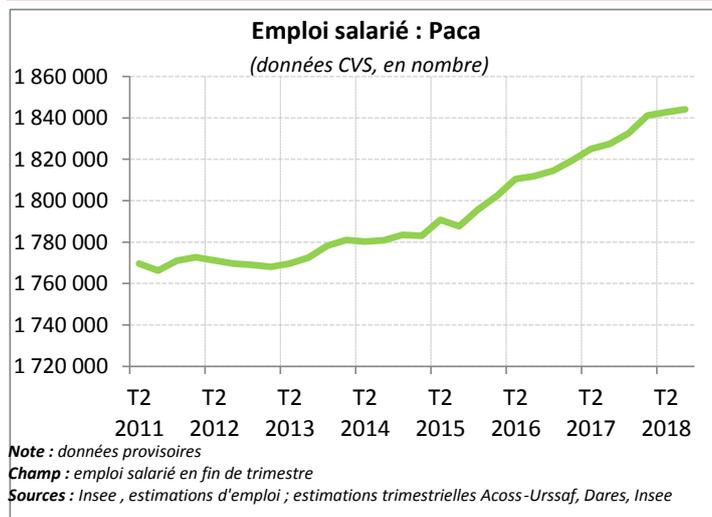
- En France métropolitaine, les sorties sont en hausse de 1,4 % par rapport au trimestre précédent.

Emploi

Emploi salarié

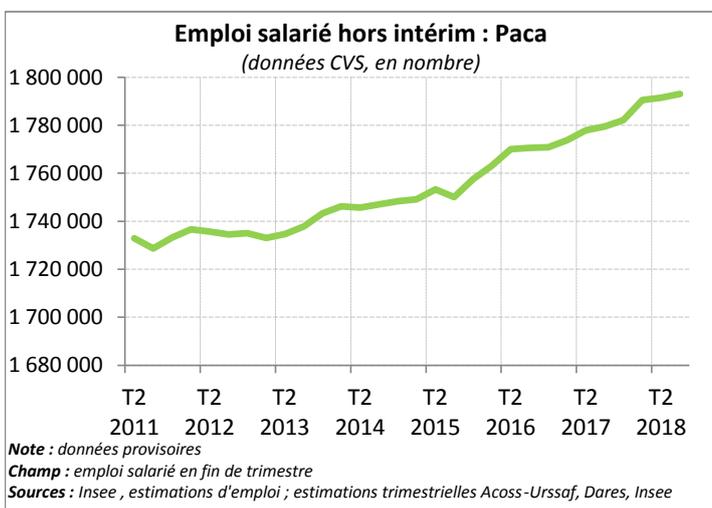
L'évolution de l'emploi salarié s'explique d'une part par celle de l'emploi hors intérim et d'autre part par celle de l'emploi intérimaire.

Avertissement : à partir des données portant sur le 1er trimestre 2018, le champ est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié. Sont ainsi ajoutés les salariés du tertiaire non marchand, de l'agriculture et des particuliers employeurs (voir p. 11) ; les séries d'emploi intérimaire ont été fortement révisées suite au traitement du passage à la Déclaration sociale nominative (DSN) dans le courant de l'année 2016 pour les majors de l'intérim, puis en 2017 pour les autres établissements, qui a permis d'améliorer la qualité de couverture par rapport à la source historique.



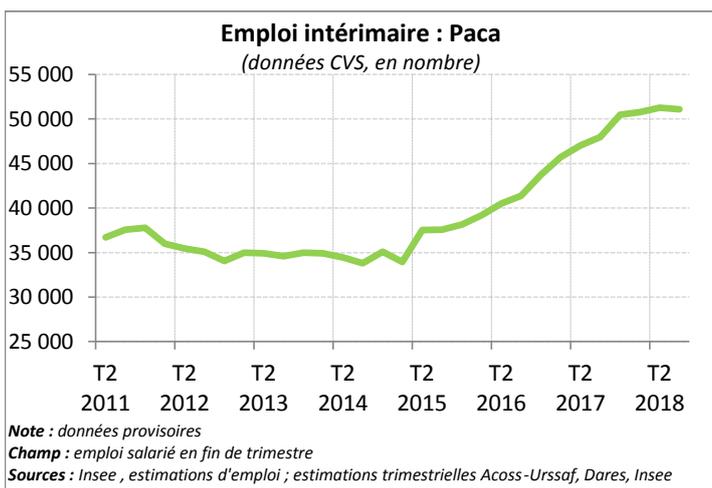
- A la fin du T3 2018, Paca compte 1 844 191 salariés. C'est 1 488 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 16 707 de plus qu'un an auparavant (+0,9 %).

- A la fin du T3 2018, la France métropolitaine compte 24 623 842 salariés. C'est 15 656 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 172 832 de plus qu'un an auparavant (+0,7 %).



- Hors intérim, le nombre d'emplois salariés s'établit à 1 793 095 à la fin du T3 2018 en Paca. C'est 1 670 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 13 597 de plus qu'un an auparavant (+0,8 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés hors intérim s'établit à 23 835 524 à la fin du T3 2018. C'est 25 554 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 152 805 de plus qu'un an plus tôt (+0,6 %).

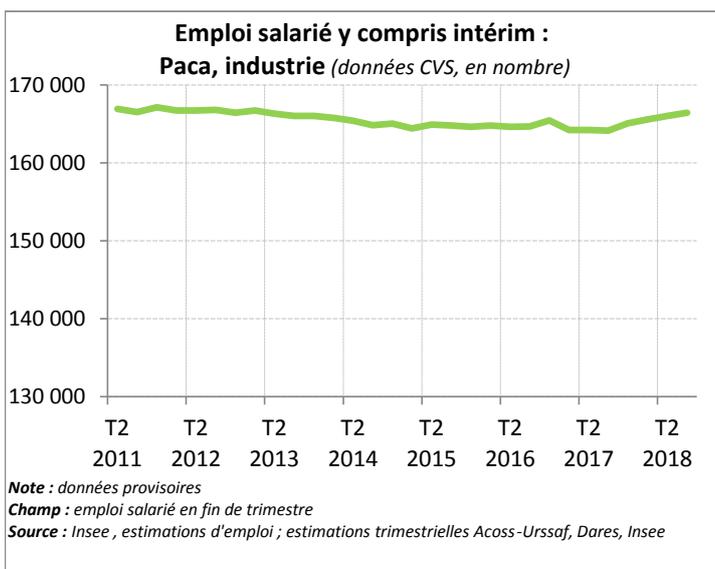


- A la fin du T3 2018, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 51 096 en Paca. C'est 182 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,4 %) et 3 110 de plus qu'un an auparavant (+6,5 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 788 318 à la fin du T3 2018. C'est 9 898 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-1,2 %) et 20 027 de plus qu'un an auparavant (+2,6 %).

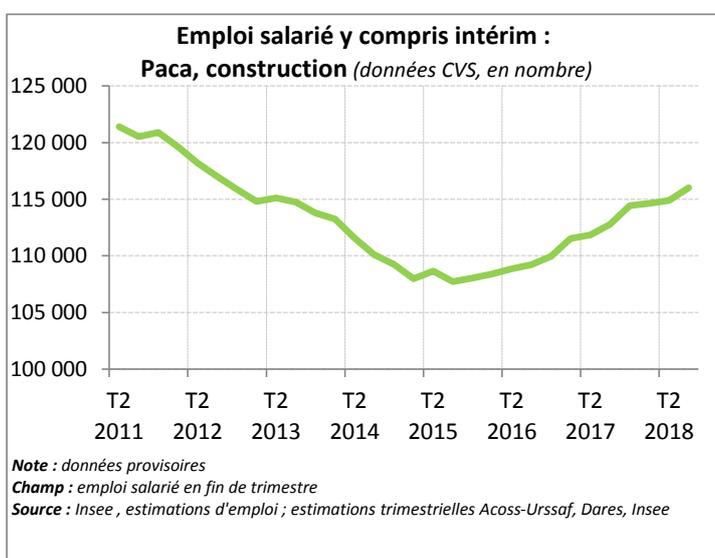
Emploi salarié, avec intérim réaffecté au secteur d'activité employeur

Pour mieux apprécier les secteurs d'activité au niveau régional, le Sese de la Direccte Paca analyse les séries d'emploi y compris intérim : aux effectifs intérimaires produits par la Dares pour chaque secteur d'activité, sont ajoutés ceux hors intérim publiés par l'Insee. Cette approche diverge de celle de l'Insee qui comptabilise les intérimaires dans le tertiaire marchand, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Les données présentes ici sont donc différentes de celles publiées par l'Insee.



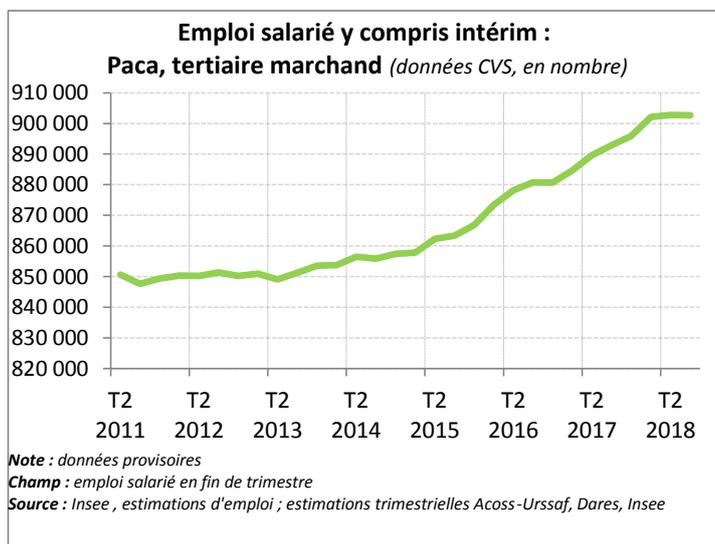
- A la fin du T3 2018, en Paca, le nombre d'emplois salariés dans le secteur industriel y compris intérim s'établit à 166 430. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 396 (+0,2 %) : +295 emplois hors intérim et +101 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 2 272 (+1,4 %).

- A la fin du T3 2018, la France métropolitaine compte 3 404 552 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2018, ce nombre baisse de 9 087 (-0,3 %) : -1 083 emplois hors intérim et -8 004 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 3 554 (-0,1 %).



- A la fin du T3 2018, en Paca, le nombre d'emplois salariés dans le secteur de la construction y compris intérim s'établit à 116 021. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 1 125 (+1,0 %) : +772 emplois hors intérim et +354 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 3 237 (+2,9 %).

- A la fin du T3 2018, la France métropolitaine compte 1 497 854 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2018, ce nombre augmente de 6 502 (+0,4 %) : +5 179 emplois hors intérim et +1 323 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 37 212 (+2,5 %).



- A la fin du T3 2018, en Paca, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim s'établit à 902 617. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il baisse de 167 (-0,0 %) : +346 emplois hors intérim et -512 intérimaires. Sur un an, il progresse de 9 799 (+1,1 %).

- A la fin du T3 2018, la France métropolitaine compte 11 600 683 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2018, ce nombre augmente de 21 807 (+0,2 %) : +25 030 emplois hors intérim et -3 223 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 148 227 (+1,3 %).

Politiques d'aide à l'emploi

Avertissement :

-À partir de janvier 2018, les **CUI-CAE** sont transformés en **Parcours emploi compétences (PEC)**. Il n'y a ainsi plus d'embauches en CUI-CAE. Le recours aux CUI-CIE est quant à lui limité aux Drom ou aux Conseils départementaux qui les financent entièrement. Pour plus d'informations, voir « Définitions : politiques d'aide à l'emploi » en page 12.

-A compter du 1er janvier 2018 le dispositif **Emploi d'avenir** est mis en extinction. Dès lors, le recours à ce type de contrat aidé n'est plus autorisé. Les Emplois d'avenir ne sont donc plus affichés dans la présente synthèse conjoncturelle.

-Suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des **contrats de professionnalisation** sont indisponibles. Les données de certains OPCA, qui doivent chaque mois saisir les informations dans une application de gestion étant manquantes, les statistiques sont incomplètes.

Contrats uniques d'insertion/Parcours emploi compétences (CUI/PEC)

Embauches en CUI/PEC (y compris reconductions)

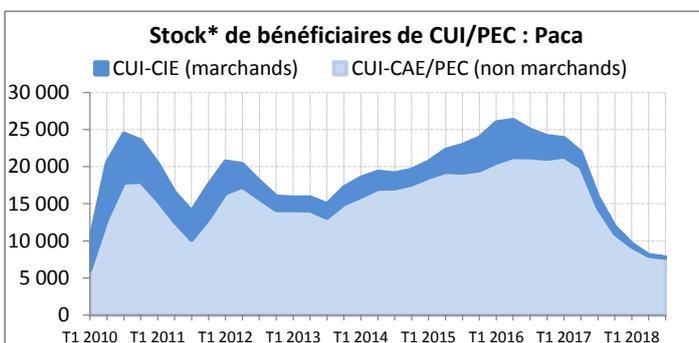
		T3 2018	T3 2017
Paca	CUI/PEC	2 929	2 882
	CUI-CAE/PEC (non marchands)	2 929	2 813
	CUI-CIE (marchands)	0	69
France métro.	CUI/PEC	33 972	54 414
	CUI-CAE/PEC (non marchands)	33 641	51 286
	CUI-CIE (marchands)	331	3 128

- En Paca, 2 929 CUI/PEC sont signés ou reconduits au cours du T3 2018, soit 47 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 33 972 CUI/PEC sont signés ou reconduits au cours du T3 2018, soit 20 442 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors associations intermédiaires

Source : ASP - Traitements : Dares



- A la fin du T3 2018, Paca compte 7 772 bénéficiaires de CUI/PEC (dont 99 % dans le secteur non marchand), soit 8 181 de moins que l'année précédente.

- En France métropolitaine, 93 462 personnes bénéficient d'un CUI/PEC à la fin du T3 2018, soit 116 367 de moins qu'un an auparavant.

*Stock = entrées - sorties, calculé depuis l'entrée en vigueur du dispositif

Note : données en fin de trimestre, brutes, provisoires, hors associations intermédiaires

Source : ASP - Traitements : Dares

Contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI)

Embauches en CDDI (y compris reconductions)

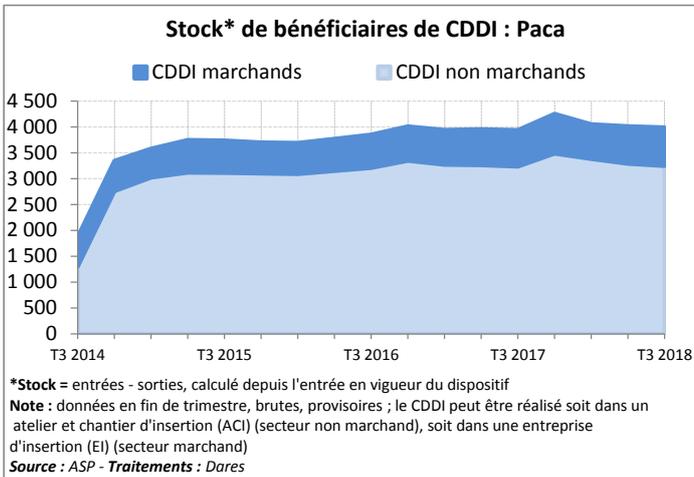
		T3 2018	T3 2017
Paca	CDDI	2 409	2 350
	CDDI non marchands	1 933	1 890
	CDDI marchands	476	460
France métr.	CDDI	39 076	38 372
	CDDI non marchands	30 361	29 989
	CDDI marchands	8 715	8 383

Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires ; le CDDI peut être réalisé soit dans un atelier et chantier d'insertion (ACI) (secteur non marchand), soit dans une entreprise d'insertion (EI) (secteur marchand)

Source : ASP - **Traitements :** Dares

- En Paca, 2 409 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T3 2018, soit 59 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

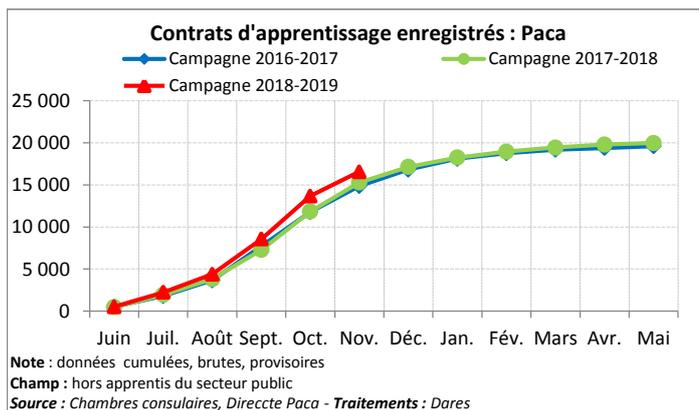
- En France métropolitaine, 39 076 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T3 2018, soit 704 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- En Paca, 3 991 personnes bénéficient d'un CDDI à la fin du T3 2018, soit 51 de plus qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 61 833 personnes bénéficient d'un CDDI à la fin du T3 2018, soit 750 de moins qu'un an

Contrats d'apprentissage



- Durant la campagne de juin 2018 à novembre 2018, Paca enregistre 16 564 contrats d'apprentissage, soit 1 268 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 229 657 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2018 à novembre 2018, soit 9 331 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Définitions : chômage et demande d'emploi

Le **taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le BIT, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant la semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler.

Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dit "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

Les **demandeurs d'emploi** sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi selon les catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;**
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;**
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;**
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;**
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).**

ATTENTION : Même si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elle ne se recouvrent pas. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Alors que le taux de chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi, issu des fichiers administratifs de Pôle emploi, peut être affecté par différents facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc.

Définitions : emploi

Jusqu'aux données portant sur le 4^{ème} trimestre 2017, les estimations trimestrielles d'emploi publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand – hors agriculture et activité des particuliers employeurs. **À partir de la validité des données portant sur le 1^{er} trimestre 2018, le champ est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié.** Sont ainsi ajoutés les salariés du tertiaire non marchand, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. Les données concernant ces salariés sont disponibles à partir du 4^{ème} trimestre 2010.

Par ailleurs, à partir des résultats portant sur le 1^{er} trimestre 2017, soit **depuis l'été 2017, les estimations trimestrielles d'emploi localisées sont réalisées par l'Insee en partenariat avec l'Acoss et les Urssaf ainsi que la Dares**, afin d'assurer une plus grande cohérence des messages et de les rendre plus lisibles. Les niveaux d'emploi restent issus des estimations annuelles d'emploi produites par l'Insee. À ces niveaux d'emploi de référence, sont appliqués des taux d'évolution trimestriels élaborés par l'Acoss et les Urssaf sur le champ privé hors intérim, et par la Dares sur l'intérim. La synthèse de l'ensemble des éléments est assurée par l'Insee.

Concernant l'intérim, **l'Insee et la Dares publient désormais des séries harmonisées du nombre d'intérimaires aux niveaux régional et départemental.** Il est ainsi possible de connaître, pour chaque département, le nombre d'intérimaires présents dans chaque secteur d'activité. Ces séries correspondent au nombre de contrats en cours en fin de mois à l'agence d'intérim. Produites et désaisonnalisées par la Dares, elles intègrent depuis l'été 2017 les CDI intérimaires.

Afin de permettre une meilleure appréciation économique des secteurs d'activité au niveau régional, **le Sese de la Direccte Paca analyse les séries d'emploi y compris intérim** : aux effectifs intérimaires produits par la Dares pour chaque secteur d'activité, sont ajoutés les effectifs hors intérim publiés par l'Insee. Cette approche diverge de celle de l'Insee qui comptabilise les intérimaires dans le tertiaire marchand, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. **En conséquence, les données d'emploi salarié par secteur d'activité présentes ici sont différentes de celles publiées par l'Insee.**

Définitions : politiques d'aide à l'emploi

Les contrats aidés. Un contrat aidé est un contrat dérogatoire au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, sous forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales ou d'aides à la formation. L'accès à ces contrats est réservé aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, et le volume de contrats est piloté par les pouvoirs publics aux niveaux régional et national. Le ciblage sur les publics les plus éloignés du marché du travail ainsi que le suivi physico-financier sont deux caractéristiques qui les distinguent des emplois aidés. En effet, pour ces derniers, les aides sont générales et/ou non pilotées. En 2018, on distingue deux principaux types de contrats aidés :

- le Contrat unique d'insertion (CUI) dans le secteur non marchand devient le **Parcours emploi compétences (PEC)**. Il s'appuie sur une logique de parcours pour l'individu et sur une sélection des employeurs. Son objectif est l'insertion professionnelle des publics éloignés du marché du travail, alliant mise en situation professionnelle, accès facilité à la formation et acquisition de compétences. La signature d'un PEC ouvre droit, pour l'employeur, à un financement mensuel de l'État, dont le montant est fixé par arrêté du Préfet de Région. Le recours aux CUI dans le secteur marchand (CUI-CIE) est quant à lui limité aux Drom ou aux Conseils départementaux qui les financent entièrement ;

- le **Contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)** : suite à la réforme de l'Insertion par l'activité économique (IAE), l'aide au poste d'insertion pour le financement des structures de l'IAE est généralisée et se substitue aux autres aides versées par l'État. En conséquence, pour les Ateliers et chantiers d'insertion (ACI), le recours aux contrats aidés a pris fin au 1^{er} juillet 2014 et le CUI est désormais remplacé par le CDDI qui a vocation lui aussi à faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. D'une durée minimale de 4 mois renouvelables dans la limite d'une durée totale de 2 ans, il peut toutefois être renouvelé au-delà de 2 ans pour permettre d'achever une action de formation professionnelle, ou pour favoriser l'insertion d'un salarié âgé d'au moins 50 ans ou d'une personne reconnue travailleur handicapé. Le CDDI concerne également le secteur marchand dans le cadre des recrutements par une Entreprise d'insertion (EI).

En outre, la mise en œuvre des PEC s'inscrit dans la création d'un Fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE) qui réunit, pour en promouvoir une gestion globale, les crédits des PEC et de l'IAE. L'objectif de ce fonds est de permettre une meilleure cohérence de l'offre d'insertion en fonction des spécificités des territoires et des besoins des populations. Le volume de ce fonds est déterminé annuellement pour chaque région par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP). En 2018, Provence-Alpes-Côte d'Azur bénéficie ainsi de près de 9 % de l'enveloppe financière nationale du FIE, qui représente environ 1,3 milliard d'euros en France métropolitaine.

Les contrats en alternance. Ils combinent l'acquisition de savoirs généraux, professionnels ou techniques et la pratique en entreprise pour parfaire la formation des alternants. Cependant, les modalités d'exécution de ces contrats de travail diffèrent notamment sur la durée du contrat, la durée de la formation et la rémunération associée. Il en existe deux :

- le **contrat d'apprentissage**, dans le cadre de la formation initiale, s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans ;

- le **contrat de professionnalisation**, s'inscrit dans le cadre de la formation continue. Il s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans ou plus, ainsi qu'aux bénéficiaires du RSA, de l'ASS, de l'AAH ou d'un CUI.

Sigles

ASP.....	Agence de services et de paiements
BIT.....	Bureau international du travail
CDDI.....	Contrat à durée déterminée d'insertion
CUI-CAE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement à l'emploi
CUI-CIE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi
CVS ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières ⁽¹⁾
CVS-CJO ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières et des jours ouvrables (1)
Dares.....	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
Direccte / SESE.....	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / Service études, statistiques et évaluation
Insee.....	Institut national de la statistique et des études économiques
PEC.....	Parcours emploi compétences
STMT.....	Statistiques du marché du travail

⁽¹⁾ L'intérêt des données CVS et CVS-CJO est de pouvoir calculer, en plus des évolutions annuelles, des évolutions trimestrielles et mensuelles. Lorsque les données sont brutes, seules des évolutions annuelles peuvent être calculées.

Pour en savoir plus

➤ [Tableau de bord des indicateurs clés de la Direccte Paca](#)

➤ [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Paca](#)

➤ [Note de conjoncture de la Direccte Paca](#)

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur

23/25, rue Borde, CS 10009 - 13285 Marseille Cedex 08 - Tél. : 04 86 67 32 00

Directeur de la publication : Patrick Maddalone

Chef de service : Rémi Belle remi.belle@direccte.gouv.fr

Réalisation : Virginie D'Angelo virginie.dangelo@direccte.gouv.fr